

Intervention de Mme Rajae CHAFIL

**Directrice du Centre de Compétences en Changements Climatiques
4C MAROC**

COPIL4 de l'étude Fonds Bleu, 1^{er} décembre 2020

Mme la Ministre

Chers Points Focaux des pays membres de la CCBC,

Monsieur le Représentant du PNUD au CONGO

Mesdames les Représentantes du PNUD Maroc et du PNUD CONGO

Messieurs les représentants des organisations régionales et internationales

Chers experts du Consortium EY & INNPACT

Honorable présence en vos noms et qualités respectifs

C'est avec un immense plaisir que je prends part aujourd'hui à cette importante réunion du Comité de Pilotage relative à la présentation des résultats finaux de l'étude de préfiguration du Fonds Bleu du Bassin du Congo, que la situation sanitaire mondiale nous impose de tenir virtuellement ; et remercie Madame la Ministre Arlette SOUDAN NONAULT, en sa qualité de Coordinatrice technique de la CCBC, de m'y avoir invitée ; et pour les efforts mobilisés pour l'organisation de cette réunion du Comité de Pilotage à distance.

Depuis le lancement de cette étude en avril 2019, nous sommes très heureux de constater aujourd'hui que les résultats escomptés ont été atteints avec succès, grâce à votre mobilisation personnelle, Madame la Ministre, ainsi qu'à celle des points focaux des pays membres, des organisations régionales partenaires et des bureaux du PNUD du Maroc et du Congo, que je remercie pour leur soutien sans faille.

Comme vous le savez, le Royaume du MAROC déploie une politique de coopération résolument tournée vers l'Afrique depuis de nombreuses années, sous l'impulsion éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste; et la coopération dans le domaine des changements ; climatiques en fait une partie intégrante.

Depuis la création des 3 Commissions climat africaines (Commission du Bassin du Congo ; Commission Climat du SAHEL et Commission Climat des petits Etats Insulaires), à l'initiative de Sa Majesté le Roi que Dieu l'assiste à l'occasion du Sommet africain de l'action pour une co-émergence de l'Afrique, organisé en marge des travaux de la COP22 à Marrakech, le Royaume du MAROC, en sa qualité de partenaire fondateur pour le trois Commissions, n'a ménagé aucun effort pour apporter son soutien et son appui, aussi bien technique que financier, pour concrétiser la mise en place des outils nécessaires au renforcement de la résilience des pays membres face aux effets adverses actuels et attendus des changements climatiques.

Mandaté pour être le bras technique opérationnel pour cette coopération, le « Centre 4C MAROC » est très heureux d'apporter son soutien aux 2 Commissions déjà mises en place, à savoir la Commission du Bassin du Congo et la Commission Climat du SAHEL.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, nous avons tous un énorme défi à relever pour mettre en œuvre l'Accord de Paris, et la pandémie de la COVID-19 ne doit pas nous faire oublier l'urgence de la crise climatique, bien au contraire : en effet, plusieurs rapports sont venus reconfirmer que la baisse des émissions liée aux mesures de confinement instaurées dans la majorité des pays du monde ne réduira pas les concentrations de CO2.

Plus inquiétant encore, la crise de la COVID-19 a entravé nos capacités à surveiller les changements climatiques dans le cadre du système mondial d'observation, et a affaiblit nos capacités à faire face aux crises climatiques en saturant notamment nos systèmes de santé, et en affaiblissant les capacités de résilience de nos économies.

Dans le contexte actuel de la COVID19, il serait pertinent de rappeler aussi que le changement climatique est un multiplicateur des vulnérabilités sanitaires, sociales et économiques préexistantes dans plusieurs régions du monde, en lien notamment avec l'accès insuffisant à l'eau potable et à l'assainissement, l'exacerbation de l'insécurité alimentaire et l'accès limité aux soins de santé et à l'éducation, et la vulnérabilité de nos économies face aux effets destructeurs attendus.

Selon les scientifiques, le mois de septembre 2020 fut le mois de septembre le plus chaud jamais enregistré sur la planète, et nous sommes aujourd'hui devant la triste perspective que l'année 2020 détrône l'année 2016 comme année la plus chaude. Selon l'Organisation météorologique mondiale : **le monde est en passe de connaître ses cinq années les plus chaudes jamais enregistrées** et n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif convenu de maintenir l'élévation de la température

moyenne de la planète nettement en dessous de 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels.

À 1,5 °C de réchauffement, environ 25 % de la surface terrestre de l'Afrique devrait connaître des chaleurs extrêmes en été, et ce chiffre augmente rapidement, dépassant 45 % dans un scénario de réchauffement 2 °C, et 85% dans scénario de 4°C.

Dans un scénario où la hausse de température est de 4°C et où les mesures d'adaptation et d'atténuation sont faibles, les "dommages résiduels des changements climatiques" pourraient coûter jusqu'à 6 % du PIB annuel de l'Afrique d'ici 2080. Dans le même scénario mais avec une forte adaptation régionale, le coût demeure important et représente l'équivalent de 3 % du PIB annuel de l'Afrique d'ici 2080.

Les impacts des changements climatiques qui nous guettent sur le continent africain préfigurent la complexité des défis futurs auxquels nous sommes tous confrontés, étant donné que chacun d'eux représente une problématique à part entière, qui requiert des solutions adaptées, spécifiques et durables, ce qui doit nous motiver davantage pour être plus engagés, plus solidaires entre pays africains, et plus déterminés que jamais en faveur d'une Afrique prospère et résiliente.

L'actualité sanitaire, économique mais également climatique de ces derniers mois, aussi bien au niveau international que régional, ne fait que renforcer, à mon sens, l'importance primordiale de la solidarité entre pays africains afin de leur permettre de faire un front commun face aux défis que l'Afrique traverse actuellement ; et surtout ceux qui nous attendent tous ensemble aussi bien dans un avenir proche que lointain, et qui nécessitent davantage de solidarité régionale et internationale.

Mesdames et Messieurs

L'étude de préfiguration du Fonds Bleu du Bassin du Congo était destinée à jeter les bases pour la mise en place du Fonds Bleu du Bassin du Congo, qui en plus d'appuyer les politiques résilientes au climat dans tous les pays membres, va également contribuer à promouvoir un essor économique sobre en carbone dans cette région qui constitue le deuxième poumon de la planète.

Aujourd'hui, notre Commission peut être très fière du travail accompli, qui a permis d'identifier 254 projets d'adaptation et d'atténuation des émissions des GES, capitalisés à près de 8,7 Milliards de \$, et qui couvrent les secteurs clés comme la préservation des écosystèmes, l'agriculture, l'eau ou encore l'énergie propre.

Un long chemin a été ainsi parcouru, grâce à la mobilisation des pays membres de la Commission, sous les orientations de Madame la Ministre, et nous espérons que les

étapes qui nous restent à franchir, à savoir le choix de la Banque de Développement qui va abriter le Fonds Bleu ainsi que la mobilisation de financements climat pour renflouer le Fonds Bleu, seront tout aussi fructueuses.

Nous profitons de cette occasion pour vous informer également que le Centre 4C Maroc prépare actuellement, avec le Comité Transitoire Opérationnel de la Commission Climat du SAHEL (le CTO), le lancement prochain de l'étude de préfiguration du Fonds Climat du Plan d'Investissement Climat du SAHEL

A la prochaine COP, nous sommes certains que l'Afrique, en partant avec ces deux Fonds mis en place, et spécifiquement dédiés au financements des actions climatiques, pourra donner l'exemple au reste du monde sur l'engagement de notre Continent en faveur de l'appui au processus climatique mondial, et surtout, l'exemple du noble esprit de collaboration entre les pays africains.

Mesdames et Messieurs

Après la conclusion de cette importante étude, le Centre 4C Maroc et son partenaire le PNUD Maroc resteront mobilisés pour le lancement des activités de renforcement des capacités pour les pays membres de la CCBC ; et nous restons à votre entière disposition pour bâtir ensemble un calendrier pour les mettre en œuvre dès le mois de janvier prochain.

Avant de conclure, je voudrais réitérer mes plus vifs remerciements et mes félicitations à tous les pays membres de la CCBC et à Madame la Ministre Arlette SOUDAN NONAULT pour leur persévérance et leur engagement indéfectible, et remercier également tous nos partenaires, en l'occurrence le PNUD Maroc et le PNUD CONGO, ainsi que les experts du consortium EY & INNPACT pour le travail réalisé.

Je souhaite plein succès à nos travaux